

## Développements récents de l'économie canadienne : automne 2023



par Guy Gellatly et Carter McCormack

Date de diffusion : le 25 octobre 2023

---

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca).

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

**Courriel** à [infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)

**Téléphone** entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- |   |                |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques                                    | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur   | 1-514-283-9350 |

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

## Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Industrie, 2023

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

*This publication is also available in English.*

---

# Développements récents de l'économie canadienne : automne 2023

par Guy Gellatly et Carter McCormack

DOI : <https://doi.org/10.25318/36280001202301000006-fra>

L'article présente un résumé intégré des récents changements survenus dans la production, les prix à la consommation, l'emploi et les finances des ménages. Il met en relief les variations observées dans les données économiques au cours de la première moitié de 2023 et des mois estivaux. L'article traite également de la façon dont les conditions économiques ont évolué en fonction de la hausse des coûts d'emprunt.

Le rapport repose sur des données accessibles au public en date du 4 octobre 2023. Des renseignements mensuels sur l'évolution des marchés gouvernementaux, commerciaux et financiers sont disponibles à la page [Nouvelles économiques canadiennes](#) (Statistique Canada, s.d.). Des commentaires mensuels sur l'évolution économique relativement à la pandémie de COVID-19 figurent à la page [Tableau de bord sur l'économie du Canada et la COVID-19](#) (Statistique Canada, s.d.). Un nouveau module de données intégré, conçu pour appuyer l'analyse des conditions économiques actuelles, est également disponible à la page [Outil de suivi de l'économie canadienne](#) (Statistique Canada s.d.).

## Auteurs

Guy Gellatly et Carter McCormack travaillent à la Division de l'analyse stratégique, des publications et de la formation, au sein de Direction des études analytiques et de la modélisation de Statistique Canada.

## Aperçu

L'activité économique a ralenti vers le milieu de 2023, les entreprises et les ménages continuant de s'adapter à des coûts d'emprunt plus élevés. Les dépenses des ménages ont diminué au deuxième trimestre, sous l'effet de la baisse des dépenses en biens de consommation durables. Les investissements dans l'immobilier ont continué de diminuer, les reculs observés dans la construction de logements neufs ayant contrebalancé l'activité plus forte sur les marchés de revente de maisons. Les investissements non résidentiels des entreprises ont augmenté, stimulés par une hausse des dépenses dans les structures d'ingénierie et les aéronefs. Le rythme de la croissance de l'emploi a ralenti au cours du premier semestre de 2023 à mesure que la demande de main-d'œuvre non satisfaite s'est atténuée. La productivité du travail des entreprises a continué de diminuer.

L'inflation globale des prix à la consommation a ralenti au cours du premier semestre de 2023; elle est passée sous la barre des 3 % en juin avant de s'accélérer au cours des mois d'été. L'inflation alimentaire a commencé à modérer, tandis que les prix de nombreux produits essentiels des ménages sont restés élevés. L'augmentation des coûts d'intérêt hypothécaire et des prix de location a exercé une pression à la hausse sur le taux global.

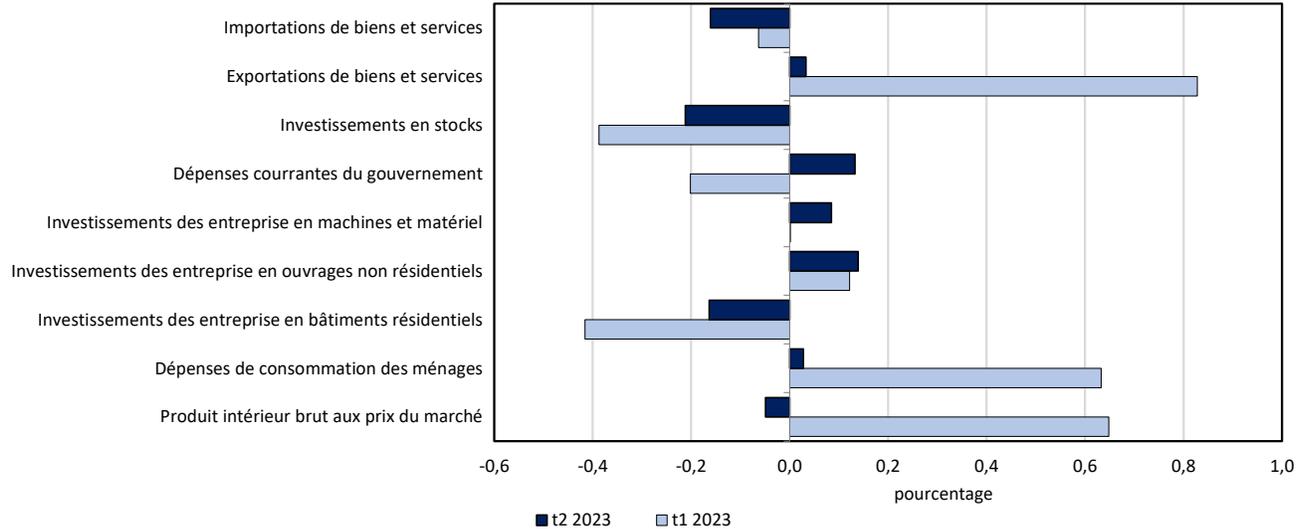
La valeur nette des ménages a continué d'augmenter, ce qui a entraîné une hausse de la valeur des biens immobiliers résidentiels. Le ratio du service de la dette des ménages a légèrement diminué au deuxième trimestre au fur et à mesure que les emprunts hypothécaires ont diminué pour s'établir à leur plus bas niveau en 18 ans. Le ratio de la dette au revenu des ménages a également diminué, les revenus ayant enregistré leur hausse la plus marquée en cinq trimestres.

## La croissance économique stagne alors que les consommateurs diminuent leurs dépenses

Le produit intérieur brut (PIB) réel était essentiellement inchangé au deuxième trimestre de 2023 après avoir augmenté de 0,6 % au premier trimestre. L'accumulation plus faible des stocks et les baisses continues de l'investissement dans le logement ont entraîné des répercussions sur l'activité économique, tandis que les hausses dans l'investissement non résidentiel des entreprises et les dépenses gouvernementales ont soutenu la croissance (graphique 1).

## Graphique 1

## Contributions à la croissance due PIB réel, certaines composantes, t1 2023 et t2 2023



**Note :** Les données sur le produit intérieur brut sont des variations en pourcentage d'un trimestre à l'autre; toutes les autres données sont des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance trimestriels du PIB réel.

**Source :** Statistics Canada, tableau 36-10-0104-01.

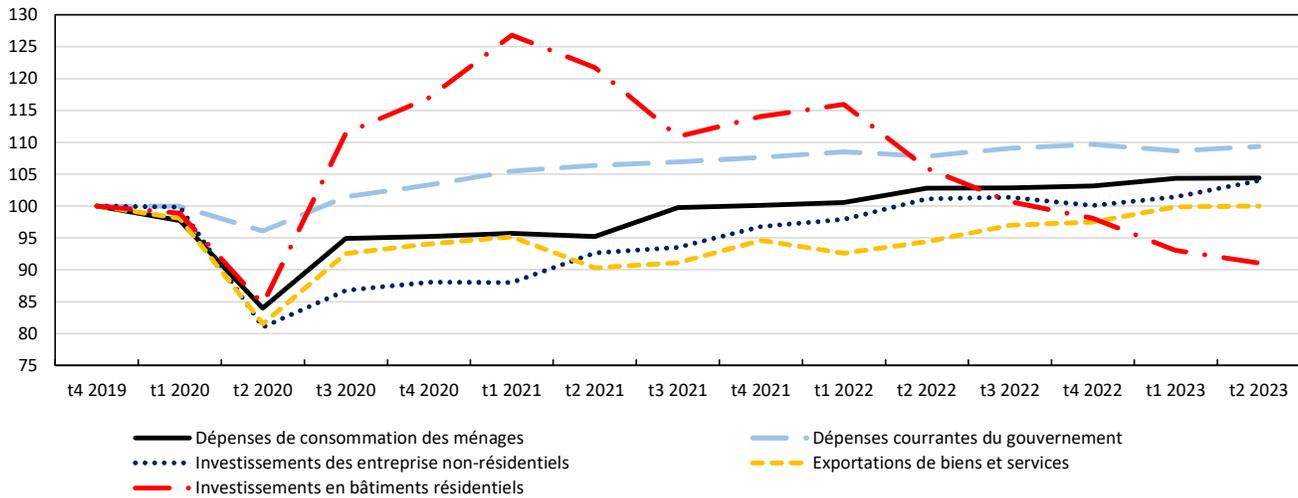
La stagnation du PIB global a fait suite aux hausses observées au cours de six des huit derniers trimestres. L'activité globale au cours du trimestre a été supérieure de 1,1 % à celle du deuxième trimestre de 2022 et de 3,5 % aux niveaux observés avant la pandémie, à la fin de 2019. La demande intérieure finale, soutenue par les dépenses plus élevées des entreprises en bâtiments non résidentiels, s'est accrue de 0,3 % au deuxième trimestre de 2023 et a affiché une hausse similaire à celle enregistrée au premier trimestre.

L'accumulation plus lente des stocks a entraîné des répercussions sur l'activité économique au deuxième trimestre et est attribuable aux ralentissements enregistrés dans la fabrication et le commerce de gros. Le ratio des stocks aux ventes à l'échelle de l'économie a atteint son niveau le plus élevé depuis les confinements liés à la COVID-19 au printemps de 2020.

Dans un contexte où les emprunteurs ont continué de s'ajuster à la hausse des coûts de financement, l'investissement en logement n'a pas connu de croissance. Les dépenses au chapitre du logement ont diminué pour un cinquième trimestre consécutif (-2,1 %), ce qui rend compte des baisses observées dans les nouvelles constructions et la rénovation (graphique 2). En revanche, les coûts de transfert de propriété ont augmenté pour une première fois en six trimestres sous l'effet de la hausse de l'activité sur les marchés de revente. Au deuxième trimestre, l'investissement résidentiel total était inférieur de 28 % aux sommets enregistrés au début de 2021.

**Graphique 2**  
**Produit intérieur brut réel, agrégats sélectionnés**

indice (t4 2019=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

Les investissements non résidentiels des entreprises ont continué de se raffermir vers le milieu de l'année, affichant leur huitième augmentation en neuf trimestres. Les dépenses d'entreprise combinées en bâtiments non résidentiels et en machines et matériels se sont accrues de 2,5 % au deuxième trimestre de 2023, en raison d'une augmentation des dépenses en ouvrages de génie civil. Les investissements en machines et matériel ont augmenté de 2,7 %, sous l'effet de l'augmentation des investissements dans les aéronefs et dans d'autres véhicules automobiles. Les dépenses des entreprises en produits de propriété intellectuelle ont augmenté pour une cinquième fois au cours des six derniers trimestres.

Les volumes des exportations ont affiché une légère hausse de 0,1 % au deuxième trimestre de 2023, après avoir progressé de 2,5 % au premier trimestre. Les exportations plus élevées de produits en métal et de services commerciaux ont été modérées par des livraisons plus faibles de pétrole brut, de blé et de canola. Les volumes d'importation ont augmenté de 0,5 %, en raison de la hausse des expéditions de métaux, de véhicules automobiles et d'aéronefs.

Les dépenses des ménages ont affiché une légère hausse de 0,1 % au deuxième trimestre de 2023 après avoir progressé de 1,2 % au premier trimestre. Les dépenses plus élevées au chapitre des camions, des minifourgonnettes et des véhicules utilitaires sport neufs ont soutenu la hausse, les perturbations des chaînes d'approvisionnement s'étant atténuées. Les dépenses au chapitre des autres biens durables ont affiché un recul, en raison des dépenses plus faibles au chapitre des voitures neuves, des meubles, des accessoires de maison et de l'équipement de loisirs. Même si les dépenses des ménages ont légèrement augmenté, les dépenses par habitant ont diminué de 0,7 %, affichant leur troisième recul au cours des quatre derniers trimestres.

## Les revenus des ménages continuent leur progression

Le revenu disponible des ménages s'est accru de 2,6 %, les salaires et traitements ayant augmenté à leur rythme le plus rapide en cinq trimestres. Les dépenses en dollars courants des ménages ont augmenté de 1,0 %, le taux d'épargne des ménages ayant franchi la barre des 5 %. Le revenu disponible et l'épargne des ménages demeurent bien au-dessus des niveaux enregistrés avant la pandémie. Le revenu disponible au cours du trimestre a été supérieur de 21 % aux niveaux enregistrés avant la

pandémie de COVID-19, tandis que le taux d'épargne de 5,1 % a été supérieur de 2,3 points de pourcentage à celui observé à la fin de 2019.

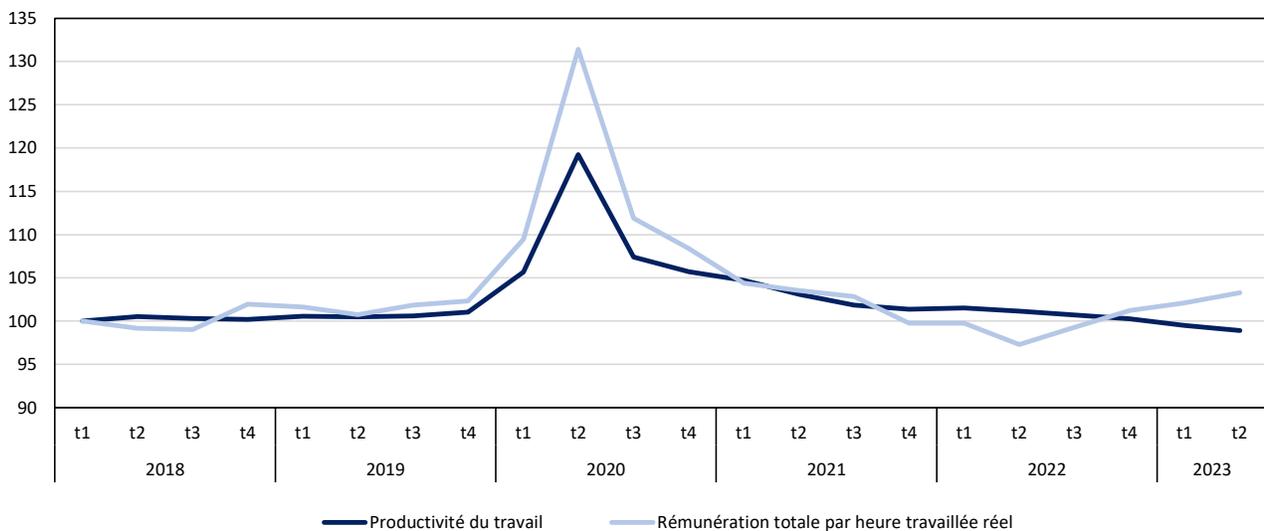
## Les tendances de la productivité des entreprises diminuent sous l'effet de la hausse des coûts de la main-d'œuvre

La productivité du travail des entreprises, une mesure du volume des biens et services produits par heure travaillée, a affiché une 11<sup>e</sup> diminution au cours des 12 derniers trimestres. La productivité a diminué dans le secteur des biens et dans le secteur des services, des baisses ayant été enregistrées dans 9 des 16 groupes. Au deuxième trimestre, la productivité du travail était inférieure de 2,1 % au niveau de référence observé avant la pandémie, alors que la rémunération réelle totale par heure travaillée a légèrement progressé au cours des derniers trimestres au fur et à mesure que les pressions inflationnistes ont diminué (graphique 3)<sup>1</sup>. Les coûts unitaires nominaux de main-d'œuvre, qui mesurent les paiements aux travailleurs requis pour produire une unité de production, étaient supérieurs de 21 % aux niveaux observés à la fin de 2019.

### Graphique 3

#### Productivité du travail et rémunération totale par heure travaillée réel

indice (t1 2018=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0206-01.

## Les activités de construction résidentielle et de détail diminuent vers le milieu de l'année

Après que les hausses généralisées dans l'ensemble des industries ont soutenu la croissance au premier trimestre de 2023, la production à l'échelle de l'économie a peu varié au deuxième trimestre. La baisse des activités du commerce de gros, du commerce de détail et de la construction a freiné la croissance vers le milieu de l'année, tandis que l'augmentation de l'activité dans l'immobilier et dans la fabrication a atténué les baisses. Au printemps, les feux de forêt ont également entraîné des répercussions sur la production dans plusieurs secteurs, notamment dans l'agriculture, la foresterie et l'exploitation forestière et dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz. La production, mesurée selon les

1. Pour obtenir un contexte pour le calcul de la rémunération réelle totale par heure travaillée, consulter Leung et Macdonald (2022).



Les services professionnels, scientifiques et techniques ont poursuivi leur croissance au cours de la première moitié de 2023. Les services juridiques, qui sont fortement influencés par l'activité du marché de l'habitation, ont affiché une reprise partielle après avoir connu une forte baisse en 2022. En juin 2023, les services de conception de systèmes informatiques ont continué d'augmenter, quoiqu'à un rythme plus lent, et ont dépassé de 29 % les niveaux observés avant la pandémie.

L'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz ont augmenté de façon constante de janvier à avril, avant que les feux de forêt et les activités d'entretien n'entravent la production vers le milieu de l'année. En mai, la production s'est établie à son niveau le plus bas en quatre mois avant d'afficher une légère hausse en juin, en raison de l'augmentation de l'extraction du pétrole et du gaz. L'extraction minière a été touchée par les feux de forêt en juin et elle s'est établie à son niveau le plus bas en 19 mois.

La fabrication a progressé au cours du premier semestre de 2023, soutenue par une production plus élevée des constructeurs automobiles et des fournisseurs de pièces. La production dans les usines de montage a augmenté de façon marquée en mai et en juin et, en milieu d'année, elle dépassait de plus du tiers celle de la fin de 2022. L'activité chez les fournisseurs de pièces a augmenté en avril et mai avant de modérer en juin. La hausse de la production automobile vers le milieu de l'année a coïncidé avec l'augmentation des flux commerciaux transfrontaliers à mesure que les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement ont continué de s'assouplir<sup>3</sup>. Mesurées en volume, les importations de véhicules et de pièces automobiles ont augmenté de façon constante jusqu'au milieu de l'année, tandis que les exportations de véhicules automobiles sont essentiellement revenues aux niveaux observés avant la pandémie.

Le PIB réel était essentiellement inchangé en juillet, 9 des 20 secteurs ayant enregistré des hausses. L'extraction des ressources a rebondi après avoir diminué en raison des feux de forêt, tandis que la baisse du secteur de la fabrication a atténué les hausses. Les services de logement et de restauration ont augmenté en juillet, tandis que les volumes de ventes au détail ont continué de baisser.

En juillet, la grève dans les ports maritimes de la Colombie-Britannique a eu une incidence négative, mais minimale, sur l'activité économique canadienne. Les importations de marchandises dédouanées dans les ports maritimes de la Colombie-Britannique ont diminué de 18,5 % de juin à juillet (non désaisonnalisées), car les expéditions en provenance de pays de la région du Pacifique (notamment la Chine, Taïwan, la Corée du Sud, le Pérou et le Japon) ont connu des baisses importantes<sup>4</sup>. Les exportations expédiées à partir des ports de la Colombie-Britannique ont diminué pour s'établir à leur niveau le plus bas depuis février 2020, en partie en raison de la baisse des expéditions vers le Japon, la Corée du Sud et l'Inde. Plus de 1 usine de fabrication canadienne sur 10 a déclaré avoir été touchée par la grève en juillet, principalement par des pénuries de matières premières et des perturbations dans le transport. Près de 1 détaillant sur 6 a été touché, les concessionnaires de véhicules automobiles et de pièces ayant signalé l'incidence la plus importante.

## Les ouvertures d'entreprises reculent en milieu d'année

Le nombre de fermetures d'entreprises a dépassé celui de la création d'entreprises au cours de la première moitié de 2023, de nombreuses entreprises ayant continué d'être confrontées aux coûts élevés des intrants, aux défis liés à la main-d'œuvre et aux coûts d'emprunt plus élevés. Les fermetures d'entreprises au cours de la première moitié ont totalisé 259 900, tandis que les ouvertures se sont chiffrées à 254 400. En juin, les ouvertures ont reculé pour s'établir à leur niveau le plus bas depuis

3. Pour obtenir des renseignements sur l'atténuation des pressions exercées sur la chaîne d'approvisionnement, voir Li et coll. (2023).

4. Pour obtenir des détails supplémentaires, veuillez consulter le rapport sur le commerce de marchandise de juillet, à l'adresse [Le Quotidien — Commerce international de marchandises du Canada, juillet 2023 \(statcan.gc.ca\)](https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/26-26401-2023001/article/00001-eng.htm).

mars 2020. Le nombre d'entreprises actives en milieu d'année était de 925 800, en baisse d'environ 4 000 par rapport aux niveaux de la fin de 2022.

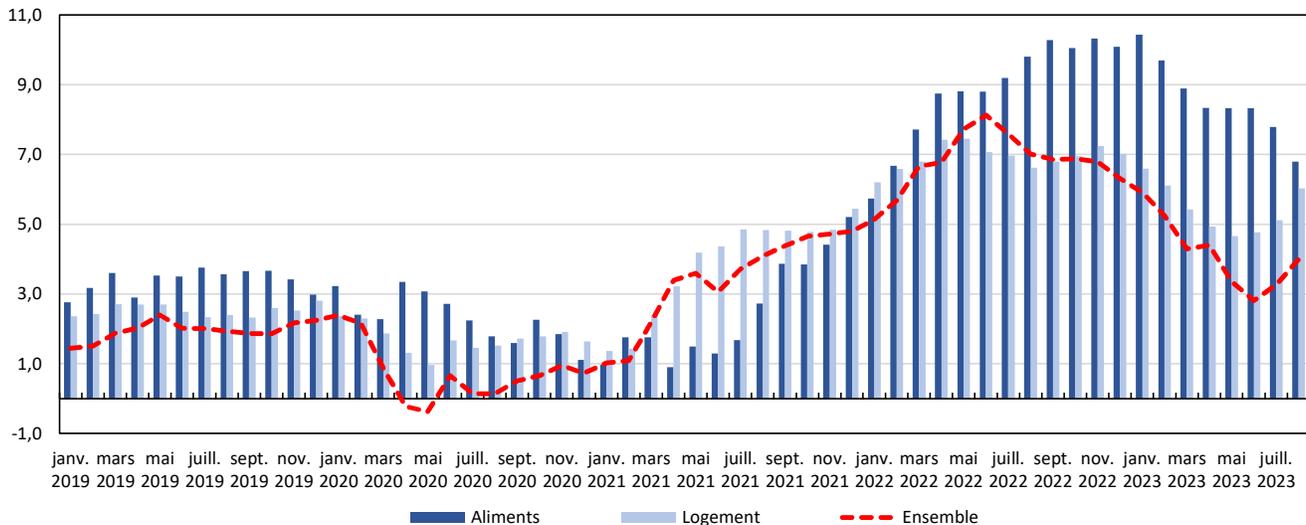
## L'inflation ralentit, mais les prix à la consommation continuent d'augmenter légèrement

L'inflation des prix à la consommation a continué de diminuer au début de 2023, les effets de l'année de référence ayant exercé une pression à la baisse sur le taux global. Une grande partie du ralentissement de l'inflation globale au cours de la première partie de l'année a été attribuable aux fortes baisses des prix de l'essence observées d'une année à l'autre. L'inflation liée à la consommation a ralenti pour s'établir à 2,8 % en juin, la première fois en 27 mois que le taux global était inférieur à 3 %. La croissance annuelle des prix, sauf le prix de l'essence, a diminué pour s'établir à 4,0 % en juin.

L'inflation s'est accélérée au cours des mois d'été, passant à 3,3 % en juillet, puis à 4,0 % en août, l'effet à la baisse des prix de l'essence sur le taux global étant modérée (graphique 5). La croissance annuelle des prix, à l'exclusion celui de l'essence, a été de 4,1 % pour les deux mois.

**Graphique 5**  
L'Indice des prix à la consommation

variation en % sur 12 mois



Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0004-01.

Alors que l'inflation a considérablement ralenti en 2023, les prix ont continué d'augmenter. Le rythme cumulé de la croissance des prix au cours des huit premiers mois de 2023 était similaire à celui observé au cours des huit premiers mois de 2021, lorsque les pressions inflationnistes ont commencé à se renforcer. Les prix globaux à la consommation, mesurés d'un mois à l'autre, ont augmenté de façon constante de janvier à août 2023, et ils avaient augmenté de 3,7 % en août par rapport à la fin 2022. À titre de comparaison, la croissance cumulative des prix au cours des huit premiers mois de 2021 a été de 3,8 %.

L'augmentation des coûts des intérêts hypothécaires et la hausse des prix de location ont fortement contribué à la hausse des prix au cours des huit premiers mois de 2023. Les coûts des intérêts hypothécaires, mesurés d'une année à l'autre, ont continué d'augmenter de façon constante, atteignant un record de 30,9 % en août, alors que les propriétaires ont continué de s'adapter à l'environnement de taux d'intérêt plus élevés. Les variations annuelles du prix des logements loués, qui reflètent à la fois les

contrats de location neufs et existants, ont atteint une moyenne de 5,6 % de janvier à juillet, avant d'afficher une légère augmentation de 6,4 % en août. Mesurés d'un mois à l'autre, les prix des logements loués ont augmenté au cours des 22 des 24 derniers mois, car les taux élevés d'immigration permanente et temporaire, combinés à la pression soutenue sur l'accessibilité au logement, ont contribué à la forte demande de logements locatifs.

Après avoir commencé l'année à plus de 10 %, l'inflation des prix des aliments a peu à peu diminué au cours de la première partie de 2023. Les prix des aliments, mesurés d'une année à l'autre, ont augmenté de 8,3 % en juin, avant de ralentir pour s'établir à 7,8 % en juillet, puis à 6,8 % en août. Pour la première fois depuis janvier 2022, l'augmentation annuelle des prix des aliments est passée légèrement sous la barre des 7 % en août 2023. Les prix de la viande ont été supérieurs de 6,5 % à ceux d'août 2022, tandis que la hausse annuelle des prix des légumes frais est demeurée sous la barre des 10 % pour un quatrième mois consécutif. Les prix des fruits frais sont demeurés pratiquement inchangés d'une année à l'autre, tandis que les hausses annuelles des prix des produits de pâtes sont demeurées supérieures à 10 % pour une 17<sup>e</sup> fois au cours des 18 derniers mois.

Les pressions inflationnistes généralisées sur les dépenses en aliments ont commencé à diminuer. À la fin de 2022, la part des dépenses dans les épiceries sur les articles qui avaient connu des hausses de prix de 6 % ou plus au cours des 12 derniers mois représentait environ 85 % du panier des dépenses en aliments, la grande majorité de ces dépenses sur les articles ayant connu des augmentations de prix de 10 % ou plus. En août 2023, les dépenses pour les articles ayant enregistré une augmentation des prix annuels de plus de 6 % représentaient environ les deux tiers des dépenses d'épicerie, alors que moins d'un cinquième des dépenses totales pour les articles étaient supérieures à 10 %<sup>5</sup>.

Les données de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises pour le troisième trimestre de 2023 mettent en relief les difficultés avec lesquelles les nombreuses entreprises doivent composer en raison du taux élevé de l'inflation et de la hausse du coût des intrants. Plus de la moitié des entreprises (56,6 %) s'attendent à ce que la hausse de l'inflation représente un obstacle au cours des mois qui viennent, tandis que plus des deux cinquièmes (44,7 %) ont indiqué que l'augmentation du coût des intrants posait un défi. Plus de 40 % des entreprises prévoient aussi que l'augmentation des taux d'intérêt et des coûts de la dette représentera un obstacle. Le quart des entreprises s'attendent à augmenter leurs prix de vente au cours des trois prochains mois, en légère baisse par rapport à plus tôt cette année.

## La croissance de l'emploi ralentit alors que le chômage augmente légèrement

Le rythme de la croissance de l'emploi a ralenti après une hausse marquée au début de 2023. En janvier, l'emploi a augmenté de 150 000, cette augmentation s'ajoutant aux hausses considérables du dernier trimestre de 2022<sup>6</sup>. Par la suite, la croissance mensuelle a été de 25 000 en moyenne entre février et août, en raison des hausses observées dans les transports et l'entreposage, dans le commerce de gros et de détail ainsi que dans les soins de santé et l'assistance sociale. Au mois d'août, l'emploi dans la construction était en baisse d'environ 37 000 par rapport aux niveaux du début de l'année. Plus de 80 % des hausses cumulatives de l'emploi au cours des huit premiers mois de 2023 étaient liées au travail à temps plein. La croissance annuelle des salaires horaires a atteint une moyenne de 4,9 % au cours de cette période.

5. Ces estimations proviennent de la pondération des dépenses fixes, qui ne permet pas de changements dans les habitudes de dépenses d'un mois à l'autre. Pour obtenir des renseignements généraux sur ces estimations, voir Mitchell et Gellatly (2023). Pour consulter une étude récente qui examine le changement de magasin en réponse aux prix élevés des articles d'épicerie, voir Clarke et coll. (2023).

6. La hausse cumulative de l'emploi d'octobre 2022 à janvier 2023 a atteint 314 000, une moyenne de 79 000 par mois.

Le taux de chômage a affiché une légère hausse au printemps, augmentant de façon constante pour passer de 5,0 % en avril à 5,5 % en juillet, à mesure que le chômage augmentait chez les travailleurs plus jeunes, les travailleurs du principal groupe d'âge actif et les travailleurs plus âgés. Le taux s'est maintenu à 5,5 % en août. Les données sur la population active pour ce mois ont également indiqué que les travailleurs peuvent avoir eu plus de difficulté à trouver de nouvelles possibilités d'emploi, puisque le taux de changement d'emploi était nettement inférieur à la moyenne observée avant la pandémie<sup>7</sup>.

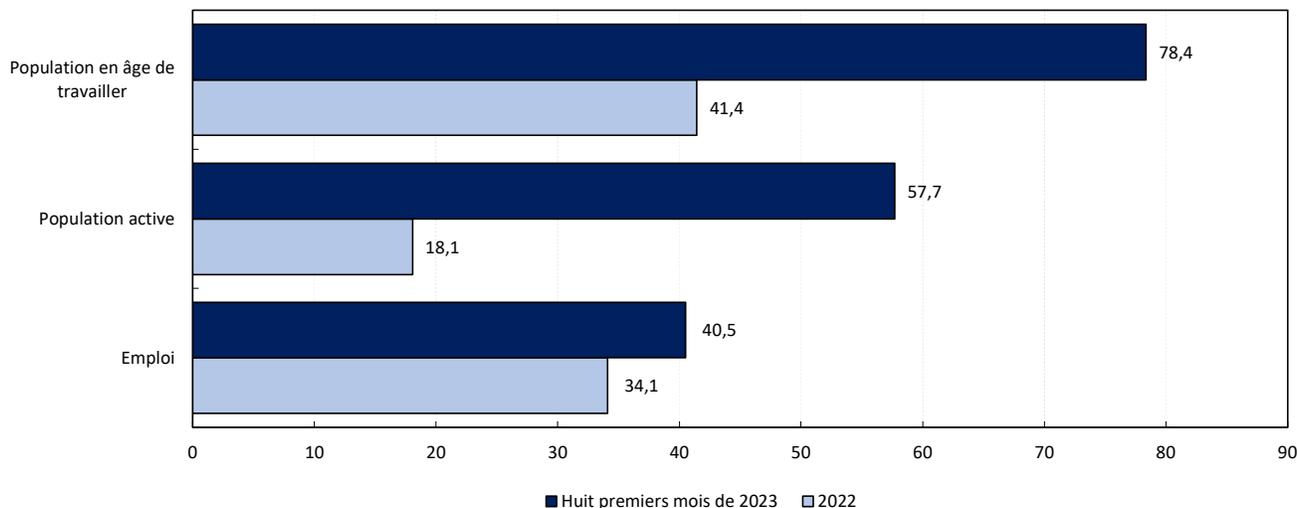
## La croissance démographique dépasse la croissance de l'emploi

Tant la population en âge de travailler que la population active ont augmenté à un rythme plus rapide en 2023 dans le contexte d'une croissance démographique marquée<sup>8</sup>. Les augmentations mensuelles de la population en âge de travailler ont été en moyenne de 78 000 au cours des huit premiers mois de 2023, ce qui représente près du double de l'augmentation moyenne de l'emploi (graphique 6). Avec une croissance démographique dépassant la croissance de l'emploi, le taux d'emploi (le pourcentage de personnes en âge de travailler qui sont en emploi) a légèrement diminué, et le taux de 61,9 % en août s'est situé juste en dessous de son niveau de référence d'avant la pandémie.

### Graphique 6

Indicateurs du marché du travail, variation mensuelle moyenne depuis le début de l'année 2022 par rapport à 2023, désaisonnalisées

des milliers de personnes



Source: Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

## La demande non satisfaite en main-d'œuvre continue à diminuer

Les postes vacants ont diminué au cours de la première moitié de l'année 2023, les entreprises de nombreux secteurs ayant continué de réduire leurs intentions de recrutement. Les postes vacants au deuxième trimestre se sont chiffrés à 780 200, en baisse d'environ 21 % par rapport aux sommets enregistrés au deuxième trimestre de 2022. Les postes vacants ont diminué de 6,6 % sur une base

7. Le taux de changement d'emploi est défini comme étant la proportion de travailleurs qui demeurent en emploi d'un mois à l'autre, mais qui changent d'emploi au cours du mois. Il était de 0,4 % en août, comparativement à une moyenne de 0,7 % de 2017 à 2019; voir [Le Quotidien — Enquête sur la population active, août 2023 \(statcan.gc.ca\)](https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-662-x/2023001/article/00001.htm).

8. Pour obtenir des renseignements sur la croissance de la population, voir [Le Quotidien — Estimations démographiques du Canada du 1<sup>er</sup> juillet 2023 : la plus forte croissance de la population depuis 1957 \(statcan.gc.ca\)](https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-662-x/2023001/article/00001.htm). Les estimations de la population en âge de travailler déclarées ici proviennent de l'Enquête sur la population active; la population en âge de travailler est définie comme les personnes âgées de 15 ans ou plus.

trimestrielle, en raison des baisses observées dans les services d'hébergement et de restauration, dans la construction et dans le commerce de détail. Les reculs enregistrés dans les professions de la vente et des services ont été à l'origine de plus de la moitié de la baisse totale des postes vacants du trimestre.

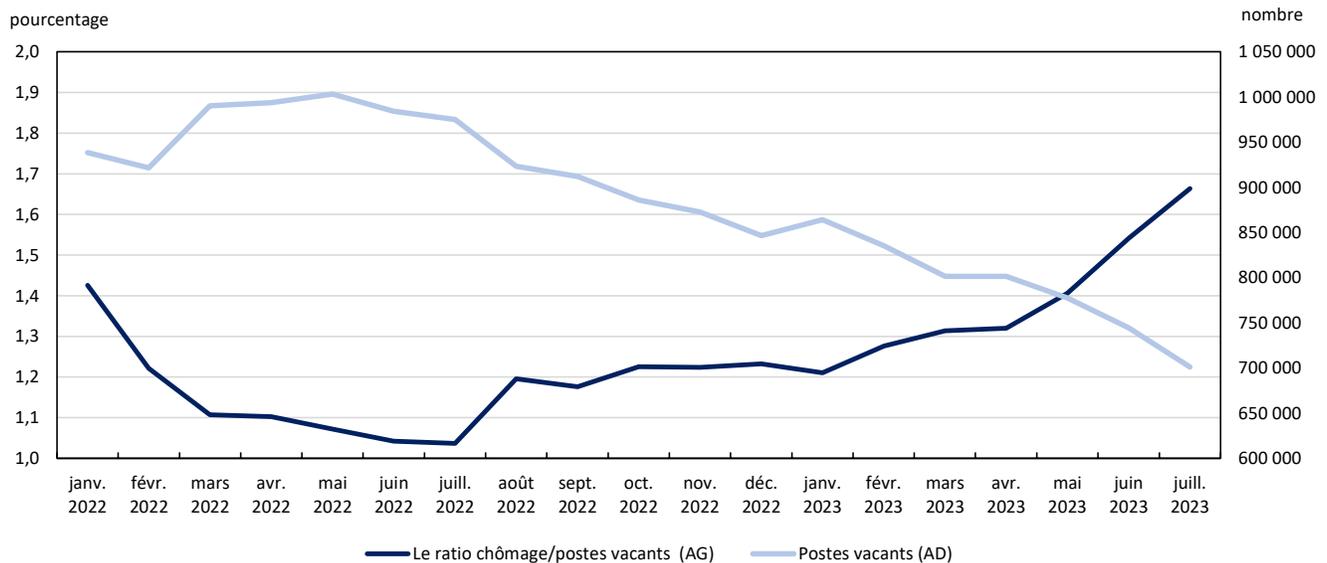
Les postes vacants sont demeurés élevés dans les soins de santé et l'assistance sociale, s'établissant à plus du double du niveau observé avant la pandémie. Plus de 60 % des postes vacants d'infirmières autorisées et d'infirmières auxiliaires l'étaient depuis au moins 90 jours, ce qui indique des problèmes persistants en matière de recrutement et de maintien en poste.

Le taux de postes vacants dans l'ensemble de l'économie (postes vacants en pourcentage de la demande de main-d'œuvre totale) a reculé pour passer à 4,4 % au deuxième trimestre de 2023, le taux le plus bas en deux ans. Les salaires offerts au deuxième trimestre ont augmenté de 4,4 % d'une année à l'autre, en baisse par rapport à la hausse de 5,0 % enregistrée au premier trimestre.

Les tensions sur le marché du travail ont continué de diminuer de façon constante. Au deuxième trimestre, il y avait 1,4 chômeur pour chaque poste vacant, en hausse par rapport à 1,1 l'année précédente. Le rythme auquel les tensions s'assouplissent est plus apparent dans les données mensuelles récentes. Les postes vacants ont diminué pour s'établir à 701 300 en juillet, ce qui porte le ratio chômeurs-postes vacants à 1,7, le niveau le plus élevé depuis août 2021 (graphique 7). Avant la pandémie, le ratio chômeurs-postes vacants était généralement supérieur à 2,0.

### Graphique 7

Le ratio chômage/postes vacants diminue à mesure que les postes vacants diminuent



Notes : AG signifie axe de gauche et AD signifie axe de droite.

Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0287-01 & 14-10-0432-01.

## La richesse des ménages augmente et les emprunts des ménages diminuent

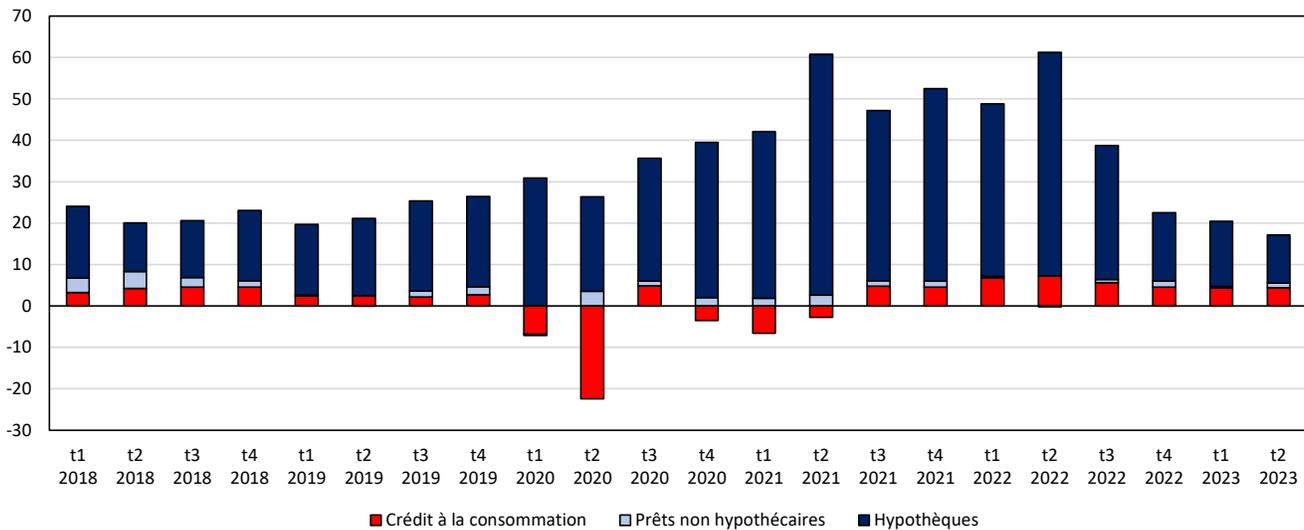
La valeur nette des ménages a augmenté de 1,6 % au deuxième trimestre, soutenue par une hausse de la valeur des biens immobiliers. La richesse des ménages s'est accrue pendant trois trimestres consécutifs et s'est remise des pertes importantes subies aux deuxième et troisième trimestres de 2022. Se situant à 15,97 billions de dollars, la valeur nette des ménages au deuxième trimestre de 2023 était supérieure de 28,7 % au niveau d'avant la pandémie.

Les emprunts sur le marché du crédit des ménages ont diminué au cours de la première moitié de l'année, les ménages continuant de s'adapter à des taux d'intérêt plus élevés. Au deuxième trimestre, les emprunts hypothécaires ont baissé pour s'établir à leur niveau le plus bas depuis 2005 (graphique 8). Le ratio de la dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible a fléchi pour s'établir à 180,5 %, alors que le ratio d'endettement des ménages a baissé pour s'établir à 15,4 %, environ 1 point de pourcentage sous son niveau de référence d'avant la pandémie. La valeur des devises et des dépôts des ménages a atteint 2,09 billions de dollars et a dépassé de 33 % les niveaux observés à la fin de 2019.

### Graphique 8

#### Emprunts des ménages sur le marché du crédit, flux désaisonnalisés

des milliards de dollars



Source : Statistique Canada, tableau 38-10-0238-01.

L'augmentation du coût de la vie au cours des derniers trimestres a affecté de manière disproportionnée les ménages les plus vulnérables sur le plan financier, en particulier ceux qui ont des revenus plus faibles et ceux qui sont plus jeunes. Bien que les ménages à faible revenu aient connu des hausses importantes de revenu au cours de l'année écoulée (soutenues par des transferts plus élevés), ces hausses n'ont pas suivi le rythme de l'augmentation des dépenses liées au coût de la vie, ce qui a entraîné une baisse de l'épargne nette. En revanche, les ménages à revenu élevé ont vu leur épargne augmenter au cours de la dernière année, soutenue par un revenu d'emploi et des revenus d'investissement plus élevés.

De nombreux ménages continuent d'ajuster leur comportement face à l'inflation persistante, à la hausse des prix de l'immobilier et à l'augmentation des frais de service de la dette. En tant que groupe, les ménages plus jeunes (dont le principal soutien économique a moins de 35 ans) ont réduit leur solde hypothécaire au cours de la dernière année, ce qui entraîne une baisse de leur ratio de la dette au revenu. La diminution des soldes hypothécaires pourrait être attribuable à plusieurs facteurs, allant des jeunes acheteurs potentiels, qui choisissent de quitter le marché de l'immobilier, à l'accélération du remboursement de la dette hypothécaire existante en raison de l'augmentation des frais de service. La valeur nette moyenne par habitant des jeunes ménages était de 317 200 \$ au deuxième trimestre de 2023, en hausse de 0,7 % par rapport au deuxième trimestre de 2022.

## Références

Clarke, S., R. Lehto et S. Sheldrick. 2023. « Essayer différents magasins pour composer avec le taux d'inflation élevé : les ventes d'aliments des magasins d'alimentation et magasins de marchandises diverses », *Rapports économiques et sociaux*. N° 36-28-0001 au catalogue. Ottawa, Statistique Canada. DOI: <https://doi.org/10.25318/36280001202300700005-fra>.

Leung, D. et R. Macdonald. 2022. « Rémunération réelle et productivité au cours de la pandémie de COVID-10 », *Rapports économiques et sociaux*. N° 36-28-0001 au catalogue. Ottawa, Statistique Canada. DOI : <https://doi.org/10.25318/36280001202201000002-fra>.

Li, B., R. Fair et C. Johnston. 2023. « Analyse des défis et des conditions liés à la chaîne d'approvisionnement au Canada, premier trimestre de 2023 ». *Analyse en bref*. N° 11-621-M au catalogue. Ottawa, Statistique Canada.

Mitchell, T. et G. Gellatly. 2023. « Évaluation de la hausse des pressions inflationnistes généralisées en 2021 et en 2022 », *Rapports économiques et sociaux*. N° 36-28-0001 au catalogue. Ottawa, Statistique Canada. DOI : <https://doi.org/10.25318/36280001202300200002-fra>.